



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf : DiPP-Bicpe/NP

Arrêté préfectoral complémentaire abrogeant les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 octobre 2002 imposant la surveillance de la qualité des eaux souterraines et des eaux superficielles pour la remise en état du site de l'unité de traitement par inertage et stabilisation de poussières de la SOCIETE DE GROUPAGE ET DE TRAITEMENT DES DECHETS (SGTD) située à DOUCHY-LES-MINES

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L511-1, L211-1 et R512-33 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 9 juin 1993 autorisant la SOCIETE DE GROUPAGE ET DE TRAITEMENT DES DECHETS (SGTD) à exploiter route de Louches à DOUCHY-LES-MINES (59282), CD 249, parcelle cadastrée 1805, section A2, une unité d'inertage et de stabilisation de poussières provenant d'installations classées ;

Vu la déclaration de cessation d'exploitation du Centre de Stabilisation de déchets (CSD) de DOUCHY-LES-MINES, formulée par la SOCIETE DE GROUPAGE ET DE TRAITEMENT DES DECHETS en date du 7 janvier 1998 ;

Vu le dossier complet et définitif de cessation d'activité du Centre de Stabilisation de Déchets adressé en préfecture du Nord en date du 9 mai 2000 par la SOCIETE DE GROUPAGE ET DE TRAITEMENT DES DECHETS ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 octobre 2002 imposant à la SOCIETE DE GROUPAGE ET DE TRAITEMENT DES DECHETS (SGTD), la surveillance de la qualité des eaux souterraines et superficielles pour la remise en état du site de l'unité de traitement par inertage et stabilisation de poussières de DOUCHY LES MINES, route de Louches, CD 249, parcelle cadastrée 1805, section A2 ;

Vu le rapport référencé D2 12 037 0 – Version 2 du 18 octobre 2012, transmis en préfecture le 30 septembre 2013 relatif au suivi de la qualité des eaux souterraines et de surface de l'ancien site SGTD de DOUCHY LES MINES ;

.../...

Vu la demande de l'exploitant en date du 30 septembre 2013 sollicitant l'abrogation de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 octobre 2002 susvisé ;

Vu le courrier en date du 29 juillet 2014 donnant acte à la SOCIETE DE GROUPAGE ET DE TRAITEMENT DES DECHETS dont le siège social est celui de la société NOVERGIE Ile-de-France 19 rue Emile Duclaux CS10001 – 92268 SURESNES CEDEX, de l'abandon de la surveillance des eaux souterraines et de surface pour le site susvisé situé à DOUCHY LES MINES ;

Vu le rapport de neutralisation des ouvrages de prélèvement d'eaux souterraines transmis en préfecture le 1^{er} octobre 2014 par la SOCIETE DE GROUPAGE ET DE TRAITEMENT DES DECHETS représentée par la société NOVERGIE ;

Vu le rapport du 12 janvier 2015 de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, par intérim, chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 17 février 2015 ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} - Objet

Les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 octobre 2002 imposant à la SOCIETE DE GROUPAGE ET DE TRAITEMENT DES DECHETS, représentée par la société NOVERGIE Ile-de-France siège social 19 rue Emile Duclaux CS10001 – 92268 SURESNES cédex, la surveillance de la qualité des eaux souterraines et superficielles pour la remise en état du site de l'unité de traitement par inertage et de stabilisation de poussières à DOUCHY-LES-MINES, route de Louches, CD 249, parcelle cadastrée 1805, section A2 sont abrogés.

Article 4 : Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le Sous-Préfet de VALENCIENNES sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

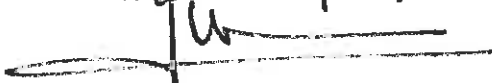
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,
- maire de DOUCHY LES MINES.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de DOUCHY LES MINES et pourra y être consulté; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie DOUCHY-LES-MINES pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire,
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant, ainsi que sur le site internet de la Préfecture du Nord (www.nord.gouv.fr rubrique ICPE – Autre ICPE : agricoles, industrielles, etc – prescriptions complémentaires).

Fait à Lille, le 31 MAR 2015

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le Secrétaire Général Adjoint



Guillaume THIRARD

